

Éditoriaux

## Souverainisme

lundi 9 septembre



Il est clair aujourd'hui que les peuples veulent devenir leurs propres maîtres. Les citoyens ne veulent être ni trompés ni dépossédés et ils savent qu'ils le sont, comme l'expriment haut et fort les Gilets jaunes et le manifestent les mouvements « extrémistes » et « populistes ». Pour leur apporter une réponse, dans notre monde soumis à une dictature financière et sous menace de guerre, il est urgent que la République redevienne, comme l'écrivait Jean Jaurès, « le droit de tout homme d'avoir sa part de souveraineté ». Sans démagogie ni retour à un « avant », car il n'est pas d'issue qui ramène au passé, et sans rejet de l'autre, car il est une part de nous.

Le souverainisme s'inscrit au cœur de ce défi : rétablir l'espérance dans une société où le peuple, instruit et débarrassé de toute mentalité servile, devienne capable de gouverner pour le bien commun et soit encouragé à le faire. Porteur d'un projet qui, comme l'écrivait Jean Bodin, « fasse accord de discords », c'est-à-dire rassemble par le haut des intérêts apparemment contradictoires vus du bas, comme une œuvre musicale élève le jeu des instruments à une harmonie supérieure à l'apport de chacun d'entre eux pris individuellement.

Il est non moins clair que l'Union européenne (UE) fonctionne contre ce principe. Elle est dominée par un euro que gèrent des banquiers non élus et qui joue le rôle de courroie de transmission avec l'ordre supranational prédateur de la City et de Wall Street. L'initiative des lois appartient à une Commission non élue. La libre circulation des capitaux, des marchandises, des services et des personnes, sans harmonisation sociale et fiscale, ouvre la porte à une domination extérieure. L'UE est ainsi soumise à la dictature financière de l'Empire anglo-américain des marchés, sous les noms divers de néolibéralisme, d'ultralibéralisme et d'ordolibéralisme. Qui plus est, elle est soumise à l'OTAN, bras armé de l'occupation financière. Aussi, évoquer une « souveraineté européenne »,

comme le fait Emmanuel Macron, est un non sens et une escroquerie intellectuelle, quelles que soient les intentions sous-jacentes.

Rétablir la souveraineté des Etats-nations est donc un impératif catégorique. Il faut arracher à l'oligarchie financière les manettes de la politique monétaire commune. Pour établir un ordre public de développement mutuel, de justice sociale, de progrès technique au service du progrès humain et une culture de la liberté, de la vie et de la découverte.

Dissoudre l'Union européenne, avec ou sans un article 50, est donc nécessaire mais ne suffit pas. C'est avec le monde de la City et de Wall Street qu'il faut rompre du même élan, car c'est lui qui se sert de l'UE pour abolir notre souveraineté. C'est l'envahissement par le financier de toutes les formes sociales traditionnelles qui atomise la société. C'est l'envahissement par le financier qui conduit au pillage des ressources et crée les conditions d'une guerre de tous contre tous. A l'heure de l'intégration et de la globalisation des chaînes de production et de communications dans le monde, c'est pour un nouvel ordre de développement mutuel, un nouveau paradigme, par delà l'ordre géopolitique et financier actuel où les gagnants veulent rafler toute la mise, que nous devons nous battre.

Cela suppose rétablir une vraie France, dotée de substance par delà les paroles et les postures, et une vraie Europe des nations, libérée de l'Union européenne. La libération doit porter un programme, comme l'avaient bien compris les Français libres de 1944 lorsqu'ils élaborèrent le programme du Conseil national de la Résistance. L'inspiration des plans Fouchet de 1961 et 1962 pour l'Europe, en nous associant aux perspectives des Nouvelles Routes de la soie, sans complaisance et sans réticence, constitue le fondement sur lequel nous devons bâtir entre Etats souverains. Le défi est à cette dimension, car le lessivage actuel de l'argent sale du monde par un système qui s'autodétruit conduit au chaos et à la guerre.

---

*L'édito de Jacques Cheminade est publié tous les 15 jours dans le journal [Nouvelle Solidarité](#).*

---